

Le 26 février 2015

Nous serons en grève le 9 avril

CGT, FO et Solidaires appellent à une journée de grève nationale interprofessionnelle et de manifestations, le 9 avril.

Ensemble, nous exprimerons ainsi notre refus de l'austérité, de la casse des services publics, des cadeaux aux patrons et actionnaires, de la détérioration de nos conditions de travail et de vie.

Ensemble, nous exigerons un autre partage des richesses que nous produisons par notre travail et qui sont aujourd'hui confisquées par les capitalistes.

**Austérité
BASTA !**

9 AVRIL

**Toutes et tous
en Grève
Solidaires**

C'est nous qui faisons fonctionner la société ! Ce ne sont pas les patrons, les actionnaires, les politiciens professionnels ou les rentiers qui font vivre la société. Ce qui nous permet de vivre ensemble, de produire des biens utiles à tous et à toutes, de mettre en commun des services, de partager les connaissances, etc., c'est le travail de chacun et chacune.

L'organisation actuelle de la société rejette une partie d'entre nous vers le chômage et la précarité pour mieux faire pression sur toutes et tous et nous impose des conditions de travail toujours plus mauvaises (stress, dangers physiques, flexibilité, etc.). Mais **puisque personne ne travaille pour nous, pourquoi déciderait-on pour nous ?**

Les capitalistes ne servent à rien ! L'an dernier, les 40 entreprises françaises les mieux cotées à la Bourse (le CAC 40) ont versé 56 milliards à leurs actionnaires. Uniquement pour ces 40 entreprises là, une poignée de personnes s'est réparti 56 milliards, quand on nous affirme que le chômage est inéluctable, qu'il faut travailler plus pour gagner moins, que les minimas sociaux, les pensions de retraite, le SMIC et nos salaires ne peuvent être augmentés.

Les capitalistes investissent (une partie de) leur argent dans les entreprises, nous dit-on ? Mais on oublie de nous dire que cet argent vient ... de notre seul travail ! Il est à nous ! Et on ne nous en reverse qu'une partie à travers notre salaire.

Organisons-nous pour la 9 avril et la suite ! La grève et les manifestations du 9 avril sont importantes. Montrons la force que nous représentons ! Dans les entreprises, dans les administrations, dans les villes, organisons-nous dans les semaines qui viennent pour discuter et établir nos cahiers revendicatifs. La grève nationale du 9 avril doit aussi nous servir à faire pression sur celles et ceux qui prétendent nous diriger chaque jour : imposons des négociations, sur la base du rapport de forces que nous créerons le 9 avril.

La réussite, et les suites, de la grève nationale interprofessionnelle du 9 avril, c'est nous qui en décidons par ce que nous construirons ensemble, localement, à la base, d'ici le 9 avril !



18 mars : à Francfort contre la BCE

Le gala d'ouverture du nouveau siège de la BCE à Francfort (coût : 1,3 milliard d'euros), avec plusieurs chefs d'Etat européens et l'oligarchie financière européenne, est annoncé pour **le 18 mars**. Ce sera aussi la date, d'une manifestation européenne et d'un **blocage de la Banque Centrale Européenne, Solidaires y sera.**

La BCE joue un rôle central dans les violentes politiques d'austérité menées par la Troïka, particulièrement au Sud de l'Europe. Privatisations, précarité, incertitudes et attaques des droits sociaux et de la démocratie... Un régime de crise permanent semble être la nouvelle norme : nous ne l'acceptons pas ! En s'opposant récemment au refinancement des banques grecques, la BCE -avec l'aval des dirigeants européens- fait un nouveau coup de force et piétine le choix démocratique du peuple grec.

Des mouvements luttent à travers l'Europe pour renverser ces politiques, tissent des liens et des solidarités.

Le 18 mars, nous passons à l'action ! **De toute l'Europe, nous allons nous mobiliser et gâcher leur fête, car il n'y a rien à célébrer dans les politiques d'austérité!**

www.blockupy-frankfurt.org

Université Paris 8 : soutien au personnel en grève

Depuis le 19 janvier 2015, les personnels de l'Université Paris 8 sont en grève. **Reconduite jour après jour, cette grève a été lancée pour lutter contre les bas salaires, la précarité et pour l'amélioration de leurs conditions de travail !** Ils et elles demandent entre autres des augmentations de revenu et la requalification de nombreux postes : beaucoup font un travail qui relève de catégories plus élevées sans le salaire et la reconnaissance qui va avec.

Lors d'une rencontre avec la Présidence le mercredi 21 janvier, celle-ci a refusé en bloc leur revendications, leur rappelant au passage que le personnel de l'Institut d'Études à Distance avait obtenu une augmentation de revenu l'année dernière seulement après avoir fait 2 mois de grève... Une manière très élégante de leur montrer qu'elle resterait inflexible.

Si la grève se poursuit, les étudiant-es finiront par en voir des conséquences concrètes : non rentrée des notes, pas de planning de cours... Soyons solidaires, cette situation rappellera à chacun-e que **sans elles et eux, l'université aurait bien du mal à fonctionner.**

Solidaires étudiant-es, syndicat de lutte soutient cette lutte malgré les conséquences qui pourraient en résulter sur les étudiant-es directement. Nous devons avoir en tête que cette situation est le résultat de politiques publiques dramatiques vis-à-vis des universités et des fonctionnaires : Loi LRU puis loi Fioraso, baisse des postes aux concours, embauche de personnel sous contrat de droit privé...

Soutenons les et aidons-les à obtenir un salaire décent et de bonnes conditions de travail.

SEPHORA : une première grève

A l'appel de la section SUD Commerce, **les salarié-es des magasins SEPHORA étaient en grève le samedi 21 février**, ce qui était une première dans cette enseigne, pour protester contre leurs conditions de travail et demander de véritables augmentations de salaires dans le cadre des Négociations annuelles obligatoires.

A Paris et Lyon, **ils et elles ont distribué des tracts à la clientèle**, expliquant leur mouvement, et rappelant que SEPHORA appartient au groupe LVMH, leader mondial du luxe et dont le propriétaire, Bernard Arnault, a le privilège de compter parmi les plus grosses fortunes au monde.

Pour ce milliardaire, **SEPHORA est une entreprise très rentable, mais les salarié-es en paient le prix** : faibles garanties sociales, précarité de l'emploi et bas salaires ! SEPHORA est aussi en pointe pour généraliser le travail du dimanche et le travail de nuit, la direction n'hésitant pas à se placer dans l'illégalité quitte à être condamnée par la justice à différentes reprises pour cela.

24 mars : vers un nouveau printemps douanier

La tenue des États Généraux nationaux de la Douane en septembre 2013, ainsi que les journées d'actions nationales de novembre 2013 (1500 manifestant-es à Paris) et de mars 2014 (3000 collègues devant Bercy et 50 % de grévistes), réalisées dans l'unité, ont permis de freiner le processus de restructurations.

Ce qui n'est pas négligeable dans cette période et ce qui a permis d'obtenir :

- ◆ un cycle de discussions à l'échelon ministériel
- ◆ de suspendre la mise en place du PSD (Projet stratégique douane)
- ◆ de diminuer le nombre de suppressions d'emplois initialement prévues.

L'intersyndicale CFDT-CGT- FO-Solidaires a porté des exigences et formulé des propositions pour **sauvegarder et développer un service public douanier d'utilité économique, sociale et environnementale.**

Mais elle constate que cette concertation n'a pas abouti du fait de l'enfermement de Bercy et de la DGDDI (Direction générale des douanes et des droits indirects) dans leur stratégie d'abandon et de renoncement des missions de contrôles de la Douane !

Si l'année 2014 n'a pas vu l'application du PSD, les premiers éléments en notre possession nous permettent de dire que les restructurations vont s'opérer très rapidement en 2015.

Il y a donc nécessité pour les douaniers de se faire entendre à nouveau afin que s'ouvrent de réelles négociations sur l'avenir de l'administration des Douanes.

C'est pourquoi **l'intersyndicale appelle à faire du mardi 24 mars prochain une grande journée de mobilisation nationale à Paris.** Seule une mobilisation massive et un refus unanime de la communauté douanière permettra d'enrayer la mise en place du PSD qui ne correspond en rien aux attentes et aux demandes de la société.

Restauration ferroviaire : grève unitaire et reconductible

Soutenu-es par les fédérations syndicales SUD-Rail, CFDT, FO, CGT, **ces salarié-es du secteur ferroviaire se sont mis en grève le 18 février, et réclament aux patrons de Newrest, l'amélioration de leurs conditions de travail et l'augmentation de leurs salaires.** Mais ils et elles revendiquent aussi leur intégration au sein de la SNCF, car ils et elles travaillent pleinement pour le service public ferroviaire.

Depuis plus d'un an que les négociations sur la future Convention Collective Nationale du secteur ferroviaire ont commencé, la fédération SUD-Rail demande que son champ d'application intègre toutes celles et tous ceux dont l'activité contribue à la prestation de transport ferroviaire.

Le personnel de la restauration ferroviaire en fait partie, comme celui assurant le nettoyage, l'accueil et les services en gare, la maintenance du matériel, etc. Depuis plus d'un an, le patronat refuse, car il sait que moins il y aura de salarié-es concerné-es par cette CCN et disposant donc des mêmes droits, plus le dumping social sera facilité.

A travers cette grève nationale reconductible, c'est le « modèle économique et social » de la sous-traitance qui est mis en cause. La sous-traitance est une invention patronale pour mieux exploiter les travailleurs et les travailleuses !

Les patrons de Newrest, de la SNCF et le gouvernement sont directement interpellés par les grévistes. La fédération SUD-Rail soutient les grévistes de la restauration ferroviaire dans leur action et leurs revendications, tant sur les conditions de travail, que sur les salaires ou pour leur intégration à la SNCF.

Villejuif (94) : non à la vente de la Bourse du travail

A la suite du **rassemblement intersyndical du 6 février contre le projet de vente de la Bourse du travail de Villejuif**, une rencontre s'est tenue entre les Unions départementales CGT, FO et CFTC, Solidaires et la FSU du Val-de-Marne et le maire de Villejuif, vendredi 13 février 2015. Après 1h30 de discussion, le maire n'a apporté aucune réponse précise, ni aucune garantie aux demandes des organisations syndicales

Vendre la bourse du travail de Villejuif, c'est mettre en cause l'existence même des Unions locales de syndicats de salarié-es qui ne peuvent vivre sans droit de réunions, et sans locaux.

De manière plus générale, comment peut-on privilégier la vente de la bourse du travail, de la croix rouge, du centre de santé et bien d'autres lieux primordiaux pour les villejuifois et vouloir en parallèle inonder la ville de caméras de surveillance et créer une police municipale ?

D'ores et déjà les Unions Départementales CGT, FO et CFTC, Solidaires et la FSU du Val-de-Marne décident d'appeler les salarié-es de Villejuif et des villes limitrophes à **se mobiliser à nouveau le 6 mars prochain** au moment où est convoqué le conseil municipal pour faire entendre à l'ensemble des élus municipaux que la Bourse du travail doit être préservée intégralement.

BnF : les personnels refusent les nocturnes

Les personnels réunis le 5 février ont massivement rejeté le projet d'ouverture nocturne hebdomadaire jusqu'à 22h que la direction de la Bibliothèque nationale de France souhaitait mettre en œuvre au département Droit Economie Politique (ce qui aurait aussi concerné l'Accueil et les caisses), mandatant les organisations syndicales siégeant au Comité Technique (CGT-FSU-SUD Culture) afin qu'elles transmettent la pétition rédigée par les agent-e-s contre cette mesure et en exigent le retrait immédiat. Derrière cette mesure présentée par la direction comme une «**expérimentation**», il n'y a rien d'autre que la volonté d'étendre peu à peu les nocturnes jusqu'à 22H00 à l'ensemble de la bibliothèque, cela sans la moindre considération pour les collègues, et sans tenir compte non plus de tous les problèmes qu'une telle mesure peut poser (restauration, accès aux transports en commun le soir, horaires décalés...) C'est donc l'ensemble de la représentation syndicale au sein Comité Technique qui s'est opposée à l'extension horaire.

La direction a informé les syndicats du fait qu'elle décidait de suspendre «l'expérimentation» pour une durée indéterminée. **L'unité des organisations syndicales et la détermination des personnels auront donc permis de faire reculer temporairement la direction sur ce projet.** Mais celle-ci, soumise à la contrainte du contrat de performance imposé par le Ministère de la culture, qui consiste à avoir toujours plus de tâches avec moins de personnel, risque fort de le relancer dès qu'elle sera parvenue à mieux le présenter.

Le rapport de force que nous avons établi ensemble lors de cette mobilisation devra donc être maintenu, afin de pouvoir peser à nouveau et de bloquer toute tentative de relancer un projet d'ouverture nocturne de la BnF.

Université Paris 8 : le sécuritaire n'est pas la solution

Depuis le 8 janvier, **les universités franciliennes sont sous surveillance : contrôle des cartes à l'entrée des locaux et fouille des sacs dans certaines d'entre elles.**

A Paris 8, il ne s'agit pour le moment que d'un contrôle des cartes, mais celui-ci pose de nombreuses questions et soucis, et en premier lieu « à quoi sert-il ? ». Pour Solidaires étudiant-e-s, ce dispositif participe de l'idée qu'il faudrait rassurer la population en signalant les « agents dangereux ».

Le ministère demande « de porter une attention particulière à l'organisation de manifestations ouvertes au public, en lien avec les préfets ». Ces consignes floues laissent planer le doute de **mesures contre la liberté d'expression dans les établissements (comme c'est le cas à Toulouse où tous les événements publics et/ou politiques sont interdits) et contre l'ouverture de ceux-ci au grand public.**



L'année dernière, un mouvement étudiant avait permis d'empêcher l'instauration d'un système de contrôle permanent des cartes étudiantes à l'entrée de la fac, pour en faire un espace toujours plus fermé.

Cette année, une action a eu lieu le 19 février, pendant laquelle **les militant-es ont distribué plus de 2000 nouvelles cartes étudiantes à l'entrée de l'université**, en demandant l'arrêt du contrôle, qui a déjà été levé la semaine dernière dans plusieurs lieux d'étude francilien-nes comme l'IEP de Paris ou la fac de Nanterre.

Bayonne : solidarité avec Bizi !

Le 12 février, **les militant-es de Bizi !, association altermondialiste basque, ont saisi dans le cadre d'une action militante huit fauteuils dans l'agence HSBC de Bayonne.** Le 17 février, le co-fondateur de Bizi ! a été entendu dans le cadre d'une enquête ouverte pour "Vol aggravé commis par des membres se revendiquant de l'association Bizi" après la saisie des 8 sièges.... Avant de rentrer au commissariat, le militant a expliqué que " *Bizi est disposé à rendre ces 8 sièges, mais seulement après que la banque HSBC ait elle-même rendu les 2,5 milliards d'euros que son système a permis de dérober aux recettes publiques françaises* », précisant " *dès que la HSBC aura payé ces 2,5 milliards, Bizi ! s'engage à rendre immédiatement les 8 sièges. En attendant, ils seront mis à la disposition d'associations et d'ONG luttant contre l'évasion fiscale.*" La police a annoncé que " *toute association qui accepterait de recevoir ces sièges se rendrait coupable de recel de vol aggravé*". Depuis l'action a eu du succès car elle a été reproduite à Paris et à Bruxelles contre la BNP...

Solidaires Finances Publiques poursuit de longue date sans relâche son combat pour un renforcement des moyens humains, juridiques et matériels du contrôle fiscal, en France et au plan international. Dans le cadre de son action, **Solidaires Finances Publiques avoue publiquement avoir demandé à Bizi ! de lui fournir certaines de ces chaises qui lui seraient très utiles en vue d'améliorer les conditions de travail de ses militant-es**, tou-tes engagé-es pour une justice fiscale qui soit enfin un élément de la justice sociale, tou-tes engagé-es dans le combat contre l'évasion et la fraude fiscales dont le montant représente un coût de 60 à 80 milliards d'euros par an.

8 mars : un dimanche que Macron n'aura pas

Ce 8 mars 2015 tombe un dimanche, et vu l'actualité liée à la loi Macron, il a de quoi mobiliser les mouvements féministes. En effet, 56 % des personnes qui travaillent le dimanche sont des femmes (chiffres Dares 2012), puisque majoritaires dans le commerce. Déjà particulièrement concernées par la précarité, les bas salaires, les temps partiels, les femmes devront faire les frais d'une loi inacceptable.

Travailler le dimanche, et plus tard le soir (dans les zones « touristiques ») met en jeu le temps pour soi qui manque cruellement aux femmes, la santé, les relations sociales... Elles devront jongler encore plus entre les charges domestiques et ces horaires atypiques. **Cette loi accentue les inégalités !**

C'est pourquoi Solidaires et ses équipes participeront aux mobilisations ce jour là, en lien avec les mouvements féministes (comme la Marche Mondiale des femmes) : **Parce que nos dimanches, nos soirées et nos nuits nous appartiennent !**